

L'actualité économique et financière de ces derniers jours, a induit un nombre considérable de réactions et d'analyse de la part d'économistes et d'experts. Cela dit, il me semble que l'attention ait porté plutôt sur la succession de décisions qui ont créé d'abord les prémisses de la crise, ensuite qui l'ont précipitée et qui, finalement, poursuivent l'objectif de stabiliser la situation en vue d'un redémarrage futur, dont les lignes guide restent assez confuses.

Cette analyse est certes fort intéressante et permet de mettre en exergue l'impact pernicieux que la « conventional wisdom », pour garder les mots propres de J.K.Galbraith, peut avoir dans la perpétuation de comportements destructeurs sous couvert d'une parfaite bonne foi.

Cette « sagesse conventionnelle », s'apparente à de la pensée unique : une norme de réflexion, de décision et de comportement qui s'impose par la force des conditions et qui devient, par sa seule renommée, une référence suggestive.

On pourra citer en exemple ce haut responsable politique européen affirmant, pas plus loin que le printemps 2007, qu'une des faiblesses de son pays était le trop faible taux d'endettement des ménages et qu'il fallait trouver les moyens de faciliter l'accession à la propriété immobilière via un assouplissement des conditions de garantie des prêts, notamment par la possibilité de porter la valeur du logement en garantie. Ce qui est la base même du principe des « sub-primes ».

Cependant, l'analyse sur le chemin de la crise me semble ne pas répondre à une question fondamentale : pourquoi ces décisions ont été prises. Autrement dit, est que cette crise repose sur la mauvaise foi des établissements financiers ou est que cette crise est le produit d'une croyance de parfaite bonne foi ?

La réponse appelle un raisonnement théorique.

Mais avant de se pencher sur ce « pourquoi » il n'est pas sans intérêt de regarder de près les

initiatives publiques de sauvetage pour en comprendre la logique profonde et les conséquences implicites.

Les commentaires, presque unanimes, ont mis en avant l'incongruité de la demande d'intervention publique dans des cultures, pour exemple aux Etats Unis, qui sont perçues comme le berceau il de l' « ultra-libéralisme ». Hormis le fait que l'appellation de « néo-libérale » pour l'économie américaine est assez arbitraire, à moins de tordre le sens de « libérale » pour le faire coïncider avec « servile », je crois que tous ceux qui pensent cette ère révolue se trompent lourdement.

Dans une économie « néo-libérale », disons à la Hayek, l'État maintient un rôle important, aspect souvent négligé par les commentateurs peu avertis, vis-à-vis du monde économique et plus spécifiquement « du marché ». Si ce dernier est un « ordre spontané », il nécessite également que la règle et la loi soient établies, en particulier pour ce qui concerne le droit de propriété, les dommages et les contrats [1](#) .

Or, il est aisé de noter que les « sub-primés » ont été montés en violation du droit de propriété : ce montage financier peut être assimilé en effet à un vol. Comment décrire autrement un procédé selon lequel on va prêter de l'argent à quelqu'un qui, nous le savons parfaitement, n'aura pas les moyens de le rembourser sous prétexte que si :

1.

il rembourse, on ne sait pas comment, peut-être en commettant des actions criminelles, c'est bien, on gagne les intérêts

2.

il ne rembourse pas, c'est mieux car on récupère le bien, dont on estime que sa valeur sera en progression continue, donc on crée un plus-value patrimoniale

Ce procédé aurait été, fort probablement très contesté par ce père spirituel du néo-libéralisme qui, il n'est pas sans intérêt de le rappeler, tout en niant le concept même de « justice sociale » prônait l'institution d'un revenu minimum de garanti [2](#) et était opposé à l'idée d' « Etat

minimal ».

Donc, loin d'être une crise de l'approche néo-libérale, cette crise pourrait être interprétée, justement, comme la manifestation de la capacité de l'ordre spontané du marché de se régénérer. Rien, dans les théories néo-libérales, ne dit que les réactions du marché ne peuvent être violentes. Au contraire, comme dans tout système auto régulé on peut s'attendre à ce que des violations marginales des règles induisent des perturbations marginales alors que des violations majeures, où perpétrées par les destinataires de la confiance collective dans le respect des règles, vont provoquer des perturbations majeures.

Si on admet que cette crise est la manifestation d'un mouvement d'assainissement du marché, on comprend aisément l'hostilité des républicains américains au premier plan Paulson de sauvetage des établissements financiers.

Et l'objection de l'intervention lourde des Etats pour évoquer presque une socialisation des marchés du crédit me paraît peu fondée. Une analyse à peine plus fine du sauvetage de Fortis montre comment l'Etat de Belgique a mené, sous couvert de sauvetage, une action de prise de contrôle dans le plus classique des styles néo-libéraux. Cela est d'autant plus frappant que l'accent, même dans la presse, est mis sur la possible « rentabilité » de telles opérations. Exactement comme on ferait pour n'importe quel investisseur privé. AIG est sauvée par la Réserve Fédérale, mais je ne suis pas convaincu qu'elle avait beaucoup d'autres propositions de placement avec des taux à deux chiffres. [3](#)

Paradoxalement, on pourrait même affirmer que ces modalités d'intervention de la part des Etats marquent l'affaiblissement des garanties authentiquement libérales, liées à la défense de la liberté et à la discipline règlementaire, pour réaliser le paradigme « ultra-libérale », en réalité servile, de la domination du plus fort sur le plus faible. Et quoi de plus fort que l'Etat vis-à-vis des établissements bancaires alors que le premier a le monopole de la création de la monnaie et que, en relation avec les banques centrales, il peut en contrôler la vitesse de circulation. C'est à dire, faire le beau et le mauvais temps.

Bien évidemment, il s'agit d'un problème qu'en Europe est moins ressenti que aux Etats Unis où la liberté réelle d'action de la FED me semble inférieure à celle de la BCE.

Par conséquent, si cette analyse est pertinente, on serait en présence d'un renouveau des acteurs du système sans que ses logiques soient réellement remises en cause.

Il est mon opinion que, si on ne comprend pas les raisons qui guident cette « conventional wisdom » on ne pourra pas sortir de ce mouvement de balancier que de manière traumatique, ce qui n'est pas, à mes yeux, un scénario souhaitable.

La lecture que je fais des origines profondes de cette crise, de la logique implicite dans les choix des acteurs impliqués, repose sur les recherches qui me sont propres en matière de développement et d'économie générale. En particulier, je crois que trois déterminantes peuvent être évoquées :

1.

la croyance « conventionnelle » dans la croissance

1.

la croissance est bien pour les entreprises et pour les consommateurs

2.

elle crée l'emploi, l'emploi crée les ressources, les ressources la satisfaction des besoins

3.

la croissance est l'objectif principal de toute action économique

4.

la saturation du consommateur

1.

contrairement à l'opinion générale, je crois que les besoins portés par un consommateur, à un instant donné, ne sont pas illimités

2.

cela entraîne la possibilité d'une propension marginales à consommer égale à zéro

3.

la naissance de l' « autarcie globale » suite aux phénomènes de globalisation

1.

historiquement les économies « ouvertes » ont été plus performantes que les autarcies

2.

cela est un phénomène ancien qui a connu des évolutions considérables

3.

la dernière étape de parcours a été la mondialisation, c'est-à-dire le système d'échange à l'échelle mondiale entre systèmes productifs supra-nationaux (ex. USA-UE)

4.

la globalisation, étape successive comportant l'intégration des économies planétaires dans un seul système productif où les interconnexions sont multiples et transversales aux Etats et aux agrégats supra-nationaux, ne constitue plus une économie ouverte mais uniquement une économie grande : c'est le paradoxe de l'autarcie globale

Les points b) et c) peuvent être comme des « hérésies » du point de vue des théories

existantes. Cependant, on montrera facilement leur pertinence. Ces concepts rapidement posés, on peut mettre en perspective l'évolution, j'oserais dire « spontanée » des systèmes économiques vers la situation actuelle.

Dans une économie fermée, c'est-à-dire sans exportations ni importations, toute la production doit s'accommoder des ressources disponibles, tant naturelles que financières ou encore humaines et de connaissance. De même, elle doit composer avec une demande relativement restreinte, qui ne peut pas absorber de façon indéfinie (saturation) une production toujours croissante. Par conséquent, afin de gagner l'accès à de nouvelles ressources et à une nouvelle demande, l'économie s'ouvre.

Cette ouverture progressive, permet, en effet, de repousser les limites de la saturation : on vend d'autres choses, on vend à d'autres personnes.

Une fois l'économie globalisée, cette valve de sécurité vient à manquer et les phénomènes de saturation commencent à se manifester. Dans cette phase, le revenu disponible augmente mais la consommation stagne (propension marginale à consommer égale à zéro) et des phénomènes d'inflation soutenue peuvent apparaître.

Le refus, idéologique et politique, de la stagnation (croyance dans la croissance) provoque la mort de l'économie libérale proprement dite : là où la croissance se faisait grâce et au service du consommateur, dans ce nouveau contexte elle doit se faire même malgré lui. C'est le grand essor des investissements marketing, du passage, plus ou moins assumé, de « favoriser l'émergence du besoin latent » à « créer le besoin ».

Cela se manifeste par l'accroissement des dépenses marketing et par l'augmentation, dans les dépenses des ménages, du poids des consommations non essentielles mais devenues, soudainement, indispensables. De même on peut détecter un sentiment plus ou moins manifeste de frustration à la fois vers les produits achetés et les disponibilités financières qui retardent ou interdisent l'accès à d'autres produits.

Cette frustration est un obstacle pour le marketing. Les messages deviennent relativement inaudibles. La croissance, du moins sa partie dépendante de la consommation rentre dans une phase où amplifier la demande impliquerait une pression telle que cela ne serait pas rentable.

De même, les investissements intermédiaires, important levier de croissance dans la phase qu'on vient de décrire (ex. le produit fait partie du marketing-mix), pourraient avoir tendance à ralentir, faute de pouvoir trouver un retour adéquat sur le marché des produits.

C'est dans ce contexte particulier, dont on n'a fait qu'une représentation extrêmement simplifiée, que l'impératif de croissance trouve sa réponse plus immédiate et plus simple dans la prise d'importance de l'économie financière. Et cela à double titre.

Tout d'abord, le développement d'une économie financière permet d'augmenter la quantité de monnaie par la simple augmentation physiologique de sa vitesse de circulation sans induire d'effets inflationnistes. En effet, cette masse monétaire grandissante n'est pas disponible sur le marché des produits. Au contraire elle se retrouve cristallisée dans les instruments financiers.

De même, le rendement de ces titres ou même la simple possibilité de les porter en garantie d'un prêt dégagent des ressources qui rendent accessibles de nouveaux investissements dans l'activité opérationnelle, à la recherche de la création/consolidation des avantages compétitifs recherchés.

Ce mécanisme paraît, à un premier regard, sans fin. Dès que la croissance est là, et de manière suffisamment soutenue, et que les taux d'intérêt relatifs sont suffisamment faibles, cette essence virtuelle fait marcher la machine.

Par conséquent, tout opérateur rationnel selon la « conventional wisdom » ne pourra qu'adhérer à ce modèle de comportement. Cependant, la « sagesse conventionnelle » porte avec soi l'oubli de la saturation, donc des résistances qui existent à convaincre le client, la concurrence accrue, la difficulté de produire de l'innovation de produit.

Par ce biais elle oublie que les investissements réels ont, dans ces conditions, une rentabilité décroissante. Donc les taux d'intérêts relatifs tendent à augmenter au fur et à mesure que les rendements baissent. Même cette essence virtuelle, tôt ou tard, commence à être relativement inefficace.

D'où, je crois, cette tentation de forcer la main aux exclus du marché qui a pris, dans notre monde réel, le visage des sub-primes. Car, si cela était resté l'œuvre d'un acteur économique immoral mais isolé, on en serait pas là.

Mais l'envie, la croyance, l'obsession conventionnelles de la croissance dans le contexte spécifique que je viens de décrire, a fait croire à un nombre important de grands établissements et même, je le rappelais au début de cet article, à des haut responsables politiques que c'était la clé pour assurer la satisfaction des besoins pour le plus grand nombre, pour paraphraser la définition classique d'intérêt général.

Par conséquent, la conjoncture économique actuelle, qu'on pourrait bien appeler « dérapage », c'est-à-dire une perte de contrôle due à la recherche d'une vitesse excessive, n'apparaît comme autre chose que la conséquence logique de l'application d'une théorie (la croyance conventionnelle dans la croissance) devenue au fil du temps contradictoire avec la double contrainte de l'autarcie globale et de la saturation de la demande. Cette contraintes étant considérées comme inexistantes par les théories courantes, ne peuvent être prises en compte qu'au prix de modifier le modèle économique de référence.

Une première piste d'action pour sortir de l'impasse pourrait être de reconnaître que les besoins en croissance économique ne sont pas les mêmes entre pays « riches » et pays exclus du système productif et de consommation globalisé. Cet approche, par ailleurs générateur de croissance pour le système global, aurait l'avantage d'intégrer dans la demande des pans entiers de population mondiale.

Au delà des considérations, inévitables, quant à la disponibilité des ressources et de celles, également inévitables quant à l'impératif moral de permettre, voir favoriser, la réduction de la pauvreté sur notre planète, c'est une idée qui me laisse sceptique.

En procédant de cette manière, il me semble qu'on préparerait le terrain pour une crise ultérieure, probablement plus grave de celle qu'on vit à présent car forcément plus complexe. En effet cette approche, en tant que telle, cultive une illusion : il suffit de ramener en arrière les aiguilles des montres pour éviter que le temps passe. Penser de pouvoir rétablir les logiques économiques qu'on décrites simplement en injectant des quantités de besoins non satisfaits nous donnerait du temps. Mais cela ne serait pas une solution viable à long terme.

Remettre en cause notre croyance conventionnelle dans la croissance me paraît plus pertinent. Ma conviction est que la croissance n'aurait jamais devenir un objectif des politiques économiques et du jeu des acteurs. La croissance n'est, même dans les théories courantes, qu'un moyen, un parcours censé permettre d'atteindre les vrais objectifs.

Ce télescopage a fait que les vrais objectifs, les objectifs de développement au sens propre du terme, ont été oubliés, effacés, barbouillés. Revenir aux sources, c'est-à-dire redéfinir le concept même de développement me semble être la voie, certes difficile mais plus fiable, pour faire en sorte que cette crise puisse être une occasion d'apprentissage collectif.

En ce qui me concerne, je n'ai qu'une confiance très moyenne dans un éventuel démiurge planificateur : si le sommeil de la raison engendre des monstres, l'arrogance d'une rationalité tout-puissante, alors qu'elle est limitée [4](#) et que, laissée seule, elle ne peut atteindre qu'une connaissance incomplète [5](#) dépendante de la foi dans les axiomes de départ me paraît tout autant dangereuse.

Seul un processus réellement démocratique et respectueux des deux dimensions de la liberté des acteurs, positive et négative [6](#), un authentique parcours de « rationalité contractée » [7](#) avec l'Etat dans le rôle institutionnel d'arbitre pour assurer « l'intérêt général », me semble à même de donner une réponse effectivement durable à la somme de paradoxes et illusion rationnelles que nous ont conduit à celle qu'on considère la pire crise économique depuis 1929.

[1](#) Hayek, Droit, législation et liberté

[2](#) « Il n'y a pas de raison pour que le gouvernement d'une société libre doive s'abstenir d'assurer à tous une protection contre un dénuement extrême, sous la forme d'un revenu minimum garanti, ou d'un niveau de ressources au-dessous duquel personne ne doit tomber. Souscrire une telle assurance contre l'infortune excessive peut assurément être dans l'intérêt de tous; ou l'on peut estimer que c'est clairement un devoir moral pour tous, au sein de la

communauté organisée, de venir en aide à ceux qui ne peuvent subsister par eux-mêmes. »
op.cit.

[3](#) Le prêt a été accordé au taux Libor + 8,5% (sources de presse)

[4](#) Concept développé par Herbert Simon

[5](#) Voir les « théorèmes d'incomplétude » de Kurt Gödel

[6](#) Amartya Sen, « Pour un nouveau modèle de développement »

[7](#) Nacamulli, Costa, Manzolini, « Razionalità contrattata » - 1986 (en italien)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)